

## La résistance corse

Ce dossier est une étude régionale qui, plus qu'une histoire factuelle et chronologique, entend mettre l'accent sur l'approche de la résistance comme « mouvement social », particulièrement adapté au cas de la Corse. C'est l'approche qui fait tout l'intérêt de la thèse de Sylvain Gregori<sup>(1)</sup>, laquelle a reçu le prix Philippe Viannay-Défense de la France en 2013 et dont l'auteur a bien voulu présenter le contenu sous une forme très synthétique.

### Résistance et société corse

Par Sylvain Gregori, docteur en histoire, directeur du musée de Bastia

Si le contexte politique corse entre juillet 1940 et septembre 1943 explique en bien des points les origines et les modalités de l'enracinement de la Résistance dans la société insulaire, il faut repartir de la période antérieure pour apprécier le poids des contingences particulières à l'île.

Dès 1938, le rejet populaire des revendications irrédentistes de l'Italie fasciste sur la Corse<sup>(2)</sup> est la traduction d'un processus de fond qui traverse la société insulaire. Il exprime autant l'enracinement d'un patriotisme français que la construction en cours d'une « corsitude » – au sens d'une identité spécifique corse intégrant les tensions entre son appartenance multiséculaire à l'aire culturelle italienne et sa plus récente intégration à la France. Comme elle l'a déjà été par le passé, l'italophobie continue à être un opérateur essentiel d'un lent processus d'assimilation politique de la Corse à la Nation française qui n'est pas pour autant synonyme d'acculturation.

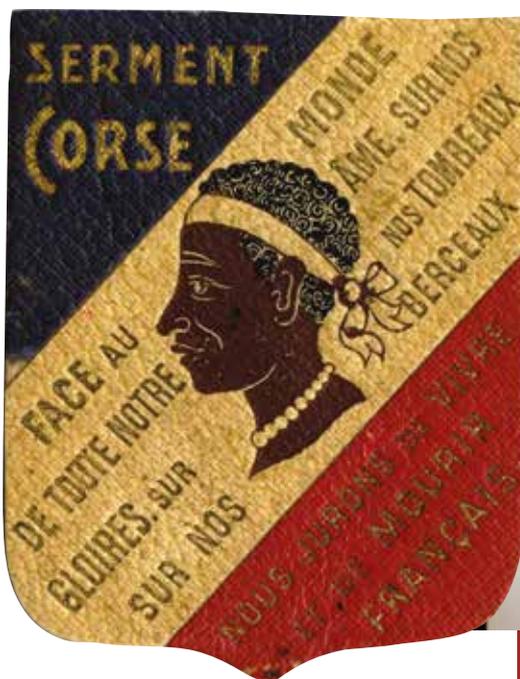
#### L'opinion corse : patriotisme italophobe et sentiment de vacance du pouvoir français

Entre 1940 et 1943, la prégnance de cette phobie italienne est la clé pour comprendre le fonctionnement de l'opinion insulaire et la singularité de la Résistance corse. Dès l'été 1940, les écrits des personnalités exprimant un premier réflexe résistant le prouvent. Tout comme l'illustre la position anti-irrédentiste des forces politiques, qu'elle provienne de la culture républicaine chez les radicaux ou de l'anti-fascisme chez les communistes. Au sein de l'opinion publique, le consensus issu du refus de devenir italien exclut une crise d'identité telle qu'on la retrouve alors dans le reste de l'hexagone morcelé.

L'avènement du régime de Vichy induit des bouleversements politiques déterminants. La phobie d'une annexion engendre un fort « maréchalisme<sup>(3)</sup> », Pétain étant vu comme le garant du refus de la France de céder aux prétentions italiennes. Mais il ne se répercute pas positivement sur les nouveaux pouvoirs représentant « l'État français » (l'administration

préfecturale, les municipalités nommées, la Légion française des combattants-LFC), d'autant que ceux-ci se concurrencent et s'affaiblissent mutuellement. Dans une île marquée par une forte politisation bi-partisane liée au système clanique<sup>(4)</sup>, la LFC apparaît d'emblée comme une sorte de nouveau clan politique alors qu'elle était supposée dépasser les clivages. Sa faible popularité s'effondre rapidement. Par ailleurs, la désignation des « délégations spéciales municipales » aboutit à une véritable épuration au détriment du radical-socialisme et au profit des élus de droite, dont le poids politique exclusif se traduit par de multiples rivalités avec l'autorité préfectorale représentant le pouvoir central vichyste.

L'occupation italienne de la Corse en novembre 1942, suite au débarquement allié en Afrique du Nord, porte un coup fatal à ces multiples pouvoirs pétainistes. Au-delà de son aspect géostratégique, elle revêt en effet une dimension politique : les militaires italiens entendent saper



Association Sirtinelle

### SOMMAIRE

- Résistance et société corse.....p. I à V  
*Par Sylvain Gregori, docteur en histoire, directeur du musée de Bastia*
- Orientation bibliographique et repères chronologiques ..... p.VI
- Chant et résistance :  
*Corses en avant* ..... p. VII  
*Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux*
- La propagande du Front national à travers le premier numéro du Patriote ..... p. VIII  
*Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux*

**Le serment corse** est prononcé le 4 décembre 1938 à Bastia par Jean-Baptiste Ferracci, président des Anciens Combattants de la région bastiaise. Il répond aux revendications irrédentistes italiennes réaffirmées le 30 novembre.



A.D Corse du Sud

#### Mur avec graffiti « La victoire aux Anglais Paure Maréchal ».

Venaco, début septembre 1941. Sur les murs du domicile du délégué cantonal de la Légion Française des combattants, des slogans pétainistes ont été recouverts par d'autres, anglophiles, ou détournés. Ainsi les initiales « PM » pour « Pétain Maréchal » ont été développées en « Pauvre Maréchal » (il manque le v à pauvre sans doute parce que le graffiti a été fait à la sauvette la nuit et que, dans la précipitation, son auteur a dû oublier une lettre). Ce graffiti est typique d'une opinion corse au sein de laquelle l'anglophilie prend le pas sur le maréchalisme même si tous deux sont les conséquences de la profonde italophobie. En 1941 les graffiti, souvent gaullistes, l'emportent en nombre sur la propagande des organisations. Celle-ci croît à partir de 1942, surtout impulsée par les communistes (PC et FN), par tracts et papillons, avant d'exploser en 1943.



### François-Marie Pietri.

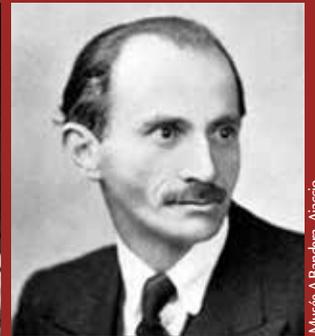
Auteur du premier tract ronéoté appelant à la résistance en Corse, le 11 juillet 1940, le commandant Pietri fonde un groupe, la Légion corse, qui deviendra un maquis en 1943. Cet officier supérieur à la retraite, hanté par une possible annexion italienne, fait prêter serment à ses recrues de servir « *la Corse française* », donne à son organisation des statuts se donnant comme objectif de « *rester Corse et français* » (affirmant donc son double patriotisme), et de rassembler des Corses, qu'ils soient sur le continent ou sur l'île. En fait, après avoir multiplié les contacts, c'est seulement à partir de son village qu'il réussira à étoffer ses troupes, profitant de sa forte assise locale.

### Fred Scamaroni et Paul Giacobbi.

Fred Scamaroni (à gauche), compagnon de la Libération, est le symbole de la résistance gaulliste en Corse, et de la dureté de la répression italienne (torturé, il se suicide dans sa cellule le 19 mars 1943). Les trois missions de ce jeune membre de la « préfectorale » sur l'île (mai puis octobre 1941, janvier-mars 1943) s'appuient sur ses liens familiaux avec les radicaux-socialistes, en recrutant en particulier le jeune sénateur Paul Giacobbi, seul parlementaire corse à avoir voté contre les pleins pouvoirs à Pétain. Le poids de Giacobbi après la libération ne tient pas, cependant, à sa seule appartenance au réseau de Scamaroni : dans son village de Venaco, quoique destitué de son mandat de maire par Vichy, il joue durant plus de deux ans (il est arrêté en février 1943) un rôle de *leader d'opinion* souterrain du courant « gaulliste » local, très vivace et ouvertement opposé à la Légion française des Combattants. Car il reste avant tout le chef local du clan landryste – d'autant qu'il est alors un des gros exploitants agricoles de sa commune.



Musée de l'Ordre de la Libération-Paris



Musée A. Bandiera, Ajaccio

l'action des autorités françaises, pensant que leur discrédit ébranlerait l'attachement des insulaires à la France. Cependant eux-mêmes méconnaissent combien, dès la période précédente, la présence de la Délégation italienne d'armistice était déjà rejetée par la population : la menace d'annexion était vécue avec une telle intensité que la société corse réagissait par une opposition préventive à un occupant dont la présence était jugée comme inéluctable.

Aussi, après novembre 1942, l'occupation réelle, en elle-même spectaculaire (un soldat pour quatre habitants) ne peut-elle être perçue que comme une annexion de fait. La présence des troupes italiennes est d'autant plus mal vécue qu'elle aggrave une situation économique déjà dégradée par les pénuries. Dépendante des importations, l'économie insulaire a connu à partir de 1941 une crise sans précédent. Les besoins des troupes italiennes et l'interruption des communications maritimes l'empirent encore.

Au total, le système des pouvoirs locaux établis en Corse dans les années 1940-1943 a conduit les insulaires à ressentir une sorte de vacance du pouvoir français et, à partir du premier trimestre 1943, une forme d'exclusion de la communauté nationale. Autrement dit, ce contexte cumulait une crise potentielle dans le processus d'intégration de la Corse à la Nation française, et un renforcement du courant italo-phobe. Cette situation favorisait l'affirmation de la résistance comme pouvoir politique alternatif. Elle a pu s'appuyer sur une opinion corse majoritaire pour laquelle maréchalisme et gaullisme n'étaient pas contradictoires, étant associés à l'italophobie et à l'anglophilie. L'invasion italienne de novembre 1942 n'a fait, à cet égard, qu'accélérer un processus déjà engagé. La répression exercée par les occupants à l'égard de la résistance et des opposants en général a achevé de cristalliser la haine contre l'Italien. À la fin du premier trimestre 1943, il n'est pas exagéré de dire que l'opinion insulaire a définitivement basculé dans le camp de la Résistance.

### Le développement des groupes résistants : un enjeu patriotique et politique

Dès juillet 1940, la Résistance se constitue à travers l'apparition d'organisations plus ou moins formelles. Peur de l'annexion italienne et antagonismes idéologiques au régime sont à l'origine de ces premières structurations. Le réflexe identitaire anti-italien a pour spécificité, en Corse, d'invoquer la revendication d'un double patriotisme : fidélité à la France, mais aussi à l'histoire de l'île, donc à une identité corse spécifique. En témoignent par exemple les objectifs et la structuration de la Légion corse du commandant François-Marie Pietri. La dynamique d'opposition politique à Vichy est particulièrement frappante, en ce qu'elle apparaît dans le recrutement des deux réseaux de renseignement qui se développent en 1941. Le plus précoce, rattaché aux services secrets de l'armée d'armistice, a pour co-fondateur Fernand Poli, directeur du quotidien radical-socialiste ajaccien, *Le Journal de la Corse*. Un peu plus tard, Fred Scamaroni, envoyé par la France libre s'appuie lui aussi sur le poids du radicalisme et de la franc-maçonnerie insulaires pour développer son réseau, et en particulier sur ses contacts avec le sénateur Paul Giacobbi. En 1942, ce recrutement à base souvent militante se poursuit, de façon cependant limitée, à la fois avec l'extension de « R2 Corse » (fusionnant les recrues de Poli et Scamaroni), mais aussi via l'implantation de mouvements de zone Sud (Combat, Franc-Tireur et Libération).

Reste un troisième acteur, le Parti communiste, au poids très faible avant la guerre. En janvier 1941, le séjour de Pierre Georges (le futur *Fabien*) inaugure la reprise des relations avec la direction de zone Sud du PCF ; celle des actions de propagande survient plutôt après l'invasion allemande de l'URSS. Jusqu'à l'automne 1942 le lancement du Front national reste très limité, échouant à s'élargir au-delà d'une base

communiste, comme ailleurs en France, malgré un éphémère comité départemental ouvert aux autres organisations. Fin 1942, le débarquement italien coupe toute relation avec la direction nationale du PCF. Ses représentants locaux, dont la ligne politique est alors élaborée en toute autonomie, comprennent très vite l'enjeu de la mission « Pearl Harbour » envoyée en décembre d'Afrique du Nord par le général Giraud pour créer un réseau de renseignement et armer les résistants locaux.

Proposant le soutien des militants du FN à l'organisation giraudiste naissante, qui avait d'abord noué des contacts avec les socialistes et les radicaux, les communistes parviennent à la phagocytiser. La répression italienne y concourt, qui s'abat alors sur plusieurs cadres des autres groupes clandestins. Le FN apparaît donc dès le début 1943 aux yeux d'Alger, comme le seul interlocuteur, et en position de bénéficier ainsi de son soutien matériel (argent, armes) au moment où il parvient justement à susciter une première grande vague de recrutement en réaction à l'occupation italienne. Cette position de force permet au FN de refuser de collaborer à la mission symétrique envoyée de Londres par de Gaulle, la troisième mission de Scamaroni. De surcroît, celle-ci tourne court, sans avoir encore obtenu aucune livraison d'armes, avec le démantèlement du réseau « R2 Corse » en mars 1943.

Ne cessant de progresser à partir d'avril-mai 1943, le FN est conforté par l'accélération de l'aide giraudiste. Comme la répression italienne décapite les autres organisations, leurs éléments non démantelés finissent par se rallier à lui. Cette position privilégiée lui permet, en mai suivant, d'effectuer une dernière mutation lors de la conférence de Porri. Le principe de la lutte armée est intégré à la ligne politique et la propagande est intensifiée. L'impulsion de l'été 1943, malgré la répression, se traduit par une hausse des effectifs, des actions de propagande et des attentats.

## Extrait de *La Corse libérée*, brochure parachutée par la RAF.

Ce portrait de Mattea Pittiloni est une photographie prise peu après la libération de la Corse qui sera diffusée dans un fascicule largué en France occupée par la Royal Air Force. La légende est aussi héroïsante que romanesque... L'image qu'elle véhicule de la résistante ne reflète guère le rôle limité aux fonctions logistiques dans lesquelles le FN a cantonné ses éléments féminins. En revanche, elle contrebalance l'image traditionnelle de la femme corse, qu'illustre le costume porté par Mattea Pittiloni, par une forme de modernité émancipatrice que matérialise le port du pistolet-mitrailleur Sten parachuté aux maquis par les Alliés – et ce même si, en Corse, l'utilisation des armes reste exclusivement du ressort des hommes...



Début août, après la chute de Mussolini, les communistes adoptent le principe d'une insurrection, via le FN, à l'annonce d'une imminente capitulation italienne. L'insurrection est déclenchée dès le 9 septembre. Après moins d'un mois de combats, grâce aux troupes venues d'Alger et débarquées à Ajaccio à compter du 13 septembre, l'île est libérée le 4 octobre. Victoire militaire et politique, la libération de la Corse devient un modèle insurrectionnel et un symbole dans l'imaginaire résistant bien au-delà de l'île.

## La résistance corse, miroir de la société insulaire

Réduire l'histoire de la résistance corse au succès du FN grâce à des manœuvres d'appareil et aux aléas de la répression, c'est manquer la nature profonde du phénomène résistant. Il faut d'abord rappeler qu'en dehors des organisations clandestines, de multiples actes d'opposition sont attestés tout au long de la période, caractéristiques de ce qu'on peut appeler une résistance a-organisationnelle, et illustrant qu'on a bien affaire à un phénomène social.

Cette résistance apparaît et se développe grâce à des dynamiques portées par des groupes sociaux. Le premier est celui des **jeunes**, véritables porte-parole d'une opinion en rupture. Par ses prises de parole publiques et ses actes collectifs, la jeunesse diffuse au sein de l'opinion les courants favorables à l'apparition d'un sentiment résistant, autour de trois thèmes : italophobie, anglophilie et gaullisme. Cette Résistance des jeunes a, comme dans le reste de la France, un aspect de révolte générationnelle, contre la soumission des aînés. En Corse, elle revêt un sens supplémentaire : elle participe à un processus de modernisation de la société insulaire en induisant une politisation inédite de la jeunesse.

Longtemps minoré, le rôle des **femmes** dans la Résistance corse apparaît également comme révélateur du fonctionnement de la société insulaire. L'absence



Couverture de *La Corse libérée*, brochure parachutée par la RAF.

de toute femme dans les cadres des organisations clandestines, le caractère tardif (juin 1943) de la création des Comités Populaires des Femmes<sup>(5)</sup> par le PC et le FN corse, procèdent d'une culture sexuée des responsables masculins, d'autant plus prégnante dans une société rurale méditerranéenne. Mais l'envers de cette sexualisation des fonctions, c'est la force de la Résistance féminine corse dans la sphère du privé. La femme est considérée comme la gardienne traditionnelle d'un foyer « en résistance ». Lorsqu'elle s'engage, elle y reproduit, dans un esprit transgressif, les tâches qui lui sont habituellement confiées dans la société : hébergement des proscrits ou aide matérielle aux clandestins.

Dans leurs pratiques collectives d'opposition, les femmes restent également dans leur sphère sociale traditionnelle. L'écoute de *Radio-Londres* est souvent, à cet égard, leur première forme d'action, étant en Corse une pratique féminine de groupe. La vitalité de la résistance féminine a-organisationnelle apparaît surtout à travers les manifestations de ménagères qui éclatent à partir de 1942. Si le mécontentement social contre les pénuries qui en est à l'origine est entretenu par la propagande clandestine, la spontanéité de ces actions ne fait pas de doute. Par ces pratiques collectives, les femmes corses font irruption dans la vie publique et on peut parler à leur sujet d'une forme d'apprentissage civique.

Dans ou hors des organisations clandestines, le poids de certaines professions dans la Résistance corse peut être aussi analysé, au moins partiellement, à l'aune des particularités de la société insulaire. Ainsi, le rôle éminent des **militaires** (y compris dans le FN) s'explique certes en partie par le besoin de cadres pour la lutte armée. Un deuxième facteur est le tournant chronologique de novembre 1942 : l'Occupation, ressentie comme une annexion, est, encore plus que dans le reste du pays, un élément décisif pour anihiler chez ces militaires toute notion d'obéissance au régime de Vichy et en faire basculer un grand nombre dans le camp de la résistance, renouant ainsi avec l'éthique de leur culture socio-professionnelle. Un troisième facteur, bien spécifique à la Corse, est de nature à renforcer leur poids dans la résistance : la carrière militaire y demeure un modèle de promotion sociale enraciné dans la société, qui donne aux officiers, qu'ils soient en activité ou en retraite, un statut de « notable » local, capable d'influer sur la communauté.

Les **enseignants** sont également surreprésentés dans l'encadrement de la Résistance corse. Souvent militants de gauche, ils imprègnent la Résistance d'antifascisme, de culture républicaine et d'anti-irréductibilisme. Comme dans le reste de la France, ils sont à une position-clé, au sein de la communauté, pour animer la résistance, par leur prestige social et leurs fonctions multiples (l'instituteur secrétaire de mairie). Mais en Corse, leur large popularité a un relief particulier dans un territoire encore en voie de francisation. Les enseignants y ont joué, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, leur rôle de « *hussards noirs de la République* » de façon très spécifique. En effet, ils ont diffusé, par le biais de l'histoire locale intégrée aux programmes scolaires, un patriotisme corse confortant l'identité insulaire. Aussi, incarnent-ils à la fois le civisme républicain et la possibilité du « *double patriotisme* » (à la grande comme à la petite patrie).

## Le fonctionnement de la société corse en résistance : tradition et modernité

D'une manière générale, les processus d'engagement collectifs en Corse reflètent l'organisation et du fonctionnement d'une société encore très majoritairement rurale<sup>(6)</sup>, et où de surcroît les élites urbaines conservent un fort ancrage dans les villages. Contrairement au reste du territoire où la résistance se développe d'abord quasi-exclusivement dans les villes, divers indices laissent à penser que les communautés rurales sont sollicitées dès 1941 par les premiers résistants corses, ne serait-ce qu'à titre de refuge (ainsi les militants communistes menacés d'arrestation). De ce fait, la résistance corse, comme phénomène collectif, glisse vers une résistance communautaire plus rapidement que dans les autres régions rurales touchées par les maquis seulement à partir de 1943, et suivant un processus original, où villes et campagnes sont davantage intégrées. Les organisations clandestines corses bénéficient plus qu'ailleurs des pratiques dont font preuve traditionnellement les communautés villageoises afin

de défendre leurs membres du péril extérieur, tant que celui-ci ne remet pas en cause l'équilibre interne, fondement de la cohésion communautaire.

Un autre trait spécifique à la Corse est l'influence de l'organisation familiale de la société insulaire, de type méditerranéen. La famille est l'unité de base de l'organisation clanique et intègre deux réseaux de sociabilité, les parents (proches et lointains) et les *amici*, liés à la famille par une communauté d'intérêts. À l'intérieur de ce groupe, la solidarité est une obligation morale<sup>(7)</sup>. Pour les résistants corses, cela se traduit d'abord dans le processus de recrutement des individus : on recrute souvent dans sa famille et, réciproquement, quand on veut intégrer une organisation, on se dirige d'abord vers celle où un membre de la famille est engagé. D'où la forte structuration familiale des groupes clandestins<sup>(8)</sup>.

Cependant, la Résistance contribue aussi à faire évoluer le fonctionnement traditionnel du corps social. Cela apparaît d'abord à travers le rôle-clé, mobilisateur pour la résistance, de certaines

l'exclusivité du pouvoir détenu par le clan vainqueur localement<sup>(10)</sup>, s'étaient révélés capables de porter de grands courants d'idées et de contribuer ainsi à « nationaliser » la vie politique locale. Sous Vichy puis l'Occupation, la même tendance se perpétue au bénéfice de la résistance : le fonctionnement clanique bi-partisan se reproduit dans les oppositions locales entre d'un côté les « vichystes » et de l'autre les « anglophiles », « italophobes » ou « gaullistes » – jouant dans le sens d'une clarification des opinions et des comportements politiques puisque son principe rend très difficile de rester neutre : tout habitant est supposé prendre parti. Concrètement, cette fusion entre culture de l'affrontement interclanique et culture du débat politique s'incarne alors dans des lieux très précis : le monument aux morts et la mairie, lieux classiques de la culture républicaine et propice aux manifestations, mais aussi la place centrale du village, comme lieu où on s'interpelle publiquement, ainsi que les cafés, traditionnellement « marqués » politiquement<sup>(11)</sup>.



ANACR Sud Corse.

### Artur Giovoni.

Artur Giovoni, professeur, dirigeant du PCF et du FN, sera élu à la libération maire d'Ajaccio. Son élection est d'autant plus emblématique du renouveau politique et des espoirs nés de la libération que la première ville de Corse et chef-lieu du département, était depuis le XIX<sup>e</sup> siècle aux mains du Comité central bonapartiste – alors proche du clan pietriste et de l'extrême-droite. Symbolique de la prise des municipalités par le FN et le PCF, cette élection illustre également la disparition politique de la droite insulaire compromise par son ralliement à Vichy. Elle se reconstruira non sans difficultés dans les années qui suivent à partir d'hommes marqués par leur appartenance au mouvement gaulliste (résistants, officiers dans l'armée de Libération).

personnalités à l'échelle des villages. Il s'agit pour partie de « notables » traditionnels, reconnus comme tels – ainsi les militaires décrits plus haut, mais aussi des maires, qu'ils soient engagés eux-mêmes dans la résistance ou qu'ils assument un rôle de médiateur face aux forces de répression. Cependant d'autres acteurs locaux, tels les enseignants exerçant aussi une responsabilité au sein du PCF clandestin, acquièrent par leur engagement résistant une forme de prestige social de type nouveau car lié totalement au savoir, et alliant tradition (par leur profession) et modernité (par leur bagage idéologique). Certains en bénéficieront après la libération, incarnant une nouvelle génération d'élus.

Car la Résistance est aussi un moment très particulier dans l'évolution de la vie politique insulaire. Sous la III<sup>e</sup> République, et avec une accélération marquée dans l'entre-deux-guerres, l'organisation sociale clanique avait débouché sur la formation de deux vrais partis : les radicaux « landrystes » et la droite « piétriste »<sup>(9)</sup>. Ces deux clans politiques, quoique marqué par des traits archaïques (clientélisme interne, rivalités exacerbées par

Cependant le Front national introduit une nouveauté dans cet équilibre : pour promouvoir l'unité résistante derrière leurs propres représentants, les communistes fondent leur propagande sur la revendication exclusive de la culture républicaine, les clans étant rejetés comme symboles de la collaboration ou de l'attentisme, mais aussi comme impuissants à résoudre le déclin économique de l'île. L'insurrection de septembre 1943 marque le pic de cette mobilisation, s'accompagnant de rituels républicains très marqués : défilé en chantant *La marseillaise*, gerbe aux monuments aux morts, occupation de la mairie.

Ce moment très particulier débouche sur un renouvellement spectaculaire de la classe politique dans l'après-libération<sup>(12)</sup>. Si la guerre froide, en isolant les communistes, remet en lice les anciennes élites et revitalise le système clanique, la vie politique corse n'en a pas moins été définitivement marquée par l'avènement d'une génération d'élus « modernes », tirant leur légitimité d'un militantisme politique lié à un engagement patriotique et de nature civique, au nom de l'intérêt général.

## Résistance et identité culturelle en Corse

Le développement de la résistance s'articule enfin à tout un univers mental dont certains traits sont typiques d'identités culturelles bien marquées. Ainsi, pour tout Corse pourchassé, les espaces-refuges se répartissent en une hiérarchie très claire : s'il est installé sur le continent, le premier recours est le retour en Corse (ainsi de plusieurs cadres corses du PCF, ou des premiers requis corses du STO). À l'intérieur de l'île, le recours suivant, c'est le village d'origine (quasiment systématiquement dès que les autorités recherchent un individu), celui-ci étant lui-même une voie d'accès vers la solution suivante : le relief montagneux qui domine ledit village, espace de la chasse et domaine presque exclusif des bergers.

La montagne en général, comme tout espace non cultivé, se confond en Corse avec le « maquis », au sens culturel (bien au-delà des 14 % de maquis végétal couvrant le territoire) : c'est l'espace-refuge de l'insoumission au sens large, en référence à la fois aux rébellions de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle face à la conquête française, aux « bandits d'honneur » poursuivis pour actes de *vendetta*, et au banditisme social. C'est pourquoi la référence au « maquis », dans la résistance corse et dans sa propagande, débordent largement de l'invitation à rejoindre des maquis au sens collectif. Ceux-ci se développent dans l'île après l'occupation italienne, explosant surtout à l'été 1943, et rarement armés. « Prendre le maquis », dans la Corse des années 1940, est un terme bien plus générique, chargé de tout un imaginaire culturel, équivalent à devenir clandestin, donc résistant. La référence la plus invoquée est celle du bandit d'honneur, d'autant plus utilisable que la proximité entre « maquisards » et communautés rurales est bien plus immédiate sur l'île que pour bien des résistants de métropole pourchassés ou bien des maquis-refuges, formés de jeunes urbains fuyant le STO.

L'usage des langues est un autre trait spécifique de la résistance corse. Le corse est la langue maternelle à une période où le processus d'unité linguistique nationale reste inachevé. Langage oral du quotidien pour toutes les catégories sociales, c'est celui de la proximité, de la connivence. La Résistance en joue (cf. les émissions en langue corse de *Radio-Alger*



Office of War Information

### Portrait du résistant Paul Arrii ayant pris le maquis dans la région de Sartène.

Diffusée par l'OWI, cette photographie fait partie d'une série reconstituant, quelques mois après la Libération, la vie des maquisards corses. Ce cliché semble déjà prêt pour être transposé dans la littérature de l'après-guerre. Incarné sous l'aspect du « traditionnel » et mythique bandit d'honneur, le résistant insulaire s'y confond avec l'image de celui qui « tient le maquis », le maquisard (*machjaghjolu*).

Les maquis ne se sont en fait vraiment développés sur l'île qu'à la belle saison, en 1943, car le climat est très rude en montagne. C'est aussi au cours de cette période que la répression s'accroît, contraignant résistants, requis du STO et opposants politiques à s'y réfugier.

Et c'est seulement en mai de cette année-là que leur approvisionnement en armes a commencé à être assuré par les giraudistes d'Alger. La plupart des maquis sont restés des maquis-refuges. En revanche, cette photo renvoie en Corse à tout un imaginaire culturel qui a joué un rôle mobilisateur bien plus large, se confondant avec la résistance tout entière.

diffusées durant l'été 1943). *A contrario*, compte tenu de la proximité entre l'italien et le corse, le refus des insulaires de s'adresser en corse à l'occupant marque une attitude d'opposition.

Toutefois, la langue corse est presque absente de la propagande écrite car elle demeure réservée, sous cette forme, à une élite intellectuelle. Seules y apparaissent des citations historiques érigées en slogans, leur conférant une portée d'autant plus forte. Le français reste la langue de la Résistance écrite. L'utiliser alors que l'irrédentisme fait de la langue corse un argument d'italianité, c'est rejeter l'annexion fasciste et se définir comme appartenant à la Nation française.

Enfin, on ne peut qu'être frappé de la manière dont le contenu de la propagande de la résistance corse se fonde sur la notion d'identité. Certes, une part importante du succès du FN vient du fait que la propagande communiste est la seule à exploiter la dynamique sociale née du mécontentement induit par la dégradation du ravitaillement en l'imputant à la fois à Vichy et aux Italiens. L'équation qu'elle véhicule alors : Pétain = Mussolini = la Corse italienne, achève de polariser le destin de l'île, et est en adéquation avec l'opinion. La liaison entre patriotisme et action revendicative, qui est la

marque générale de la résistance communiste, est en Corse en profonde adéquation avec l'état de la société insulaire.

Mais le succès du FN doit aussi beaucoup à l'élaboration d'un discours identitaire porté par sa propagande clandestine, faisant contrepoids au discrédit politique qu'elle jette sur les clans. Les références à l'histoire de la Corse supplantent les allusions à l'histoire nationale et aux valeurs républicaines. Les grandes figures du panthéon local sont mises en avant : Sampiero Corso et Pascal Paoli. Liés au combat « historique » des Corses contre les Génois – que l'occupation fasciste réactive dans les esprits –, ces héros sont utilisés dans leur dimension régionale. La « petite patrie » prend le pas sur la « grande » parce que la menace d'annexion puis l'occupation italienne placent le destin de la Corse au centre des préoccupations de la population et motivent les engagements résistants. Il en résulte un discours patriotique axé sur l'identité insulaire. Le mépris traditionnel pour l'Italien, le *Lucchese*, se transpose sur l'occupant, finissant de mobiliser l'opinion sur ce registre identitaire. Par là même, la Résistance apparaît bien comme une étape dans la construction de la « corsitude ». ■

(1) *Forti saremu se saremu uniti. Entre continuité et ruptures. Résistance(s) et société corse. Juillet 1940-septembre 1943*, université de Provence, 2008.

(2) Cf. les manifestations accompagnant le voyage du président du conseil Daladier à Ajaccio et Bastia durant l'hiver 1938-1939. L'irrédentisme (= objectif de regroupement de tous les pays de langue italienne) est un courant datant de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, réactivé par Mussolini.

(3) Au sens du terme inventé par Jean-Pierre Azéma : attachement à la personne du « vainqueur de Verdun », distinct de l'adhésion à l'idéologie de la Révolution nationale.

(4) Sur lequel on reviendra plus loin.

(5) Créés, comme ailleurs, par le PCF pour canaliser les revendications économiques et sociales liées aux problèmes de la vie quotidienne.

(6) La paysannerie forme les trois-quarts de la population corse à l'époque.

(7) Cf. le proverbe « *Parente para* » : « le parent protège et assiste ».

(8) D'après des listes communales dressées après la guerre par le FN et le PC, chaque groupe semble compter dans ses effectifs en moyenne un quart de membres liés par le même patronyme.

(9) Du nom de leurs chefs historiques respectifs.

(10) En corse : *partitu*, le clan dans l'opposition étant le *contrapartitu*.

(11) Des dizaines sont sanctionnés pour écoute de la BBC mais au-delà, de nombreux autres sont surveillés comme repaires habituels de communistes ou de radicaux et, partant, lieux de confection ou de stockage de propagande.

(12) Le FN conquiert 189 communes sur 336, le PCF en contrôlant lui-même 56 (contre aucune avant la guerre). L'immense majorité de ces élus n'appartient pas aux élites « claniques » de l'avant-guerre.

# Pour en savoir plus

## Orientation bibliographique

### Sur les liens entre résistance et société corse

La thèse de doctorat de Sylvain Gregori (*Forti saremu se saremu uniti. Entre continuité et ruptures. Résistance(s) et société corse. Juillet 1940-septembre 1943*, sous la direction de Jean-Marie Guillon, université de Provence, 2008, 3 volumes, 1 280 p.) étant encore inédite, on se reportera à trois des articles publiés par lui :

■ « Résistance(s) et société corse : cas singulier ou variante régionale ? Juillet 1940-septembre 1943 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 242, avril-juin 2011, p. 141-171. [un résumé très complet des acquis de la thèse de l'auteur].

■ « (Ré)écrire l'histoire de la Résistance corse : de l'enjeu mémoriel à l'essai historiographique », in Julien Blanc et Cécile Vast (dir.), *Chercheurs en résistance. Pistes et outils à l'usage des historiens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 67-82. [sur l'évolution de l'historiographie de la résistance corse, de 1944 jusqu'aux travaux de l'auteur].

■ « Le système clanique en Corse sous Vichy ou l'opposition politique comme matrice d'une certaine Résistance ? », in *Engagements, culture politique, guerres, mémoires, monde du travail XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2016, p. 201-220.

Une publication liée à une exposition du musée de Bastia relève de la même approche :

■ Sylvain Gregori et Ariane Jurquet, *Bastia 43, l'occupation italienne vue par les enfants*, Bastia, Musée de Bastia, 2012, 155 p. [présentation et analyse de la centaine de dessins réalisés par des élèves du collège de jeunes filles de Bastia en 1943 sous la direction d'une enseignante, Mme Pellissier ; avec une comparaison entre la représentation de l'italien par des enfants corses, et celle de l'Allemand par des enfants de Nevers, où cette enseignante était en poste en 1940-41].

### Ouvrages généraux sur la Résistance corse

Deux publications de référence, complémentaires par leur support :

■ Hélène Chaubin, *La Corse à l'épreuve de la guerre 1939-1945*, Paris, Vendémiaire, 2012, 287 p. [la synthèse la plus récente, par l'historienne spécialiste du sujet au sein du Comité d'histoire de la Deuxième guerre mondiale puis de l'Institut d'histoire du temps présent ; un compte-rendu très utile de ce livre par Joël Drogland est disponible en ligne sur le site des Clionautes].

■ CD-Rom *La Résistance en Corse*, AERI-Association « Le Mémorial informatique : Histoire de la Résistance en Corse », 2007 [base de données constituée de 300 fiches historiques rédigées par Hélène Chaubin, Sylvain

Gregori et Antoine Poletti, accompagnées de media de tous types : photos, documents sonores, vidéos, témoignages, presse, cartes].

### Sitographie

[etudes.corse.free.fr](http://etudes.corse.free.fr), le site de la revue *Études Corses*, éditée par l'Association des chercheurs en Sciences humaines (domaine corse), permet d'accéder aux sommaires des numéros et de souscrire un abonnement. Cette revue de référence a publié de nombreux articles sur la période 1940-1943.

Exposition « Résistance et libération de la Corse » sur le musée de la Résistance en ligne : [www.museedelaresistanceenligne.org](http://www.museedelaresistanceenligne.org)

## Repères chronologiques

### 1938

**4-11 décembre** : manifestations d'attachement à la France, en réaction aux revendications irrédentistes des hommes politiques italiens le 30 novembre.

### 1940

**8 juillet** : arrivée à Ajaccio de la délégation d'armistice italienne. En réaction, protestations publiques puis (à partir de l'automne) graffiti.

**11 juillet** : appel à la résistance du commandant Pietri.

**16 juillet** : internement à Calvi des *leaders* irrédentistes et communistes (le PC étant interdit depuis le pacte germano-soviétique).

### 1941

**1<sup>er</sup> janvier** : suivant les consignes de la France libre, des bars ferment.

**11 janvier** : arrivée de Pierre Georges, envoyé du PCF. *L'humanité* reparait clandestinement à partir du mois suivant.

**23 mars** : la campagne des V est suivie dans plusieurs villes de Corse. Selon la police, 80% des possesseurs de postes radio suivraient clandestinement les émissions de la BBC.

**Fin avril** : début de la première mission de Fred Scamaroni, envoyé de la France libre (recrutement, renseignement, repérage de terrains de parachutage, à partir de 1942).

### 1942

**20 juin** : à Ajaccio, manifestation italo-phobe, pour contrer une manifestation anglo-phobe de la Légion française des combattants.

**21 septembre** : à Ajaccio, manifestation de 500 ménagères contre les difficultés du ravitaillement.

**11 novembre** : débarquement italien en Corse. Des tracts hostiles sont diffusés dès le lendemain.

**10 décembre** : premier sabotage d'une ligne téléphonique, par des résistants du Front national (FN).

**14 décembre** : le sous-marin *Casabianca* débarque la mission giraudiste Pearl Harbour, qui établit une liaison radio avec Alger le 19.

### 1943

**15 mars** : premiers parachutages d'armes (qui atteindront 250 tonnes, 150 autres étant apportées par voie sous-marine).

**18 mars** : arrestation de Scamaroni (revenu en janvier) et de la plupart des membres de son réseau R2 Corse.

**22 mars** : à Bastia, manifestation de ménagères, lycéens et dockers contre le rationnement du pain.

**Avril** : Colonna d'Istria, chef de la mission giraudiste, reconnaît le FN comme coordinateur de la résistance corse.

**15 avril** : premier accrochage entre italiens et résistants corses. Trois carabiniers abattus le 24.

**Mai** : Conférence clandestine de Porri : organisation du Comité départemental du FN.

**30 mai** : à Ajaccio, 2 000 personnes assistent à l'enterrement du cheminot résistant Fabiani, tué par une patrouille. Le même jour, 9 détenus du camp de Prunelli di Fium'Orbo s'évadent (dont Giacobbi). Les autres seront transférés à l'île d'Elbe.

**17 juin** : à Ajaccio, fusillade de la Brasserie nouvelle entre résistants du FN et italiens de l'OVRA. Nombreuses arrestations.

**28 juillet** : suite à la mise à l'écart de Mussolini, arrivée en Corse d'une *Sturmbrigade* de SS. Premiers tracts appelant les italiens à se retourner contre les Allemands. Des contacts sont pris par Colonna d'Istria avec les Italiens mais, parallèlement, la répression italienne s'accroît aussi (arrestations, condamnations à mort).

**1<sup>er</sup> août** : début d'une vague d'exécution de collaborateurs et d'attaques de patrouilles italiennes dans le Sartenais.

**5 août** : le FN adopte un projet d'insurrection populaire en cas d'armistice avec l'Italie.

**6 septembre** : Artur Giovoni, pour le FN, part à Alger sur le *Casabianca*, porteur d'un plan de défense côtière italien.

**8 septembre** : annonce de l'armistice entre les Alliés et l'Italie.

**9 septembre** : soulèvement de la résistance. Manifestations à Bastia et à Ajaccio et prise de contrôle de la préfecture par le FN à Ajaccio. Le lendemain, les militaires italiens informent Colonna d'Istria qu'ils se rallient.

**13 septembre** : débarquement à Ajaccio des premières troupes françaises venues d'Alger.

**21 septembre** : le Sartenais est libéré.

**28 septembre** : combats pour le contrôle de la dorsale montagnaise.

**29 septembre** : troupes débarquées, résistants et italiens combattent pour la prise de Bastia.

**4 octobre** : les Allemands évacuent Bastia. La Corse est libérée.

**8 octobre** : voyage du général de Gaulle en Corse.

# Chant et résistance : *Corses en avant* Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

Joseph Scarbonchi est un sous-officier de marine qui devient à l'été 1943 responsable du Front national pour la commune de Cuttoli-Corticchiato. Comme le commandant Pietri et bien d'autres, son cas est un indice du poids spécifique des militaires dans la résistance corse. *Corses en avant*, le chant qu'il a éprouvé le besoin de composer le 11 novembre 1942, à l'annonce du débarquement italien, est riche de significations étroitement liées à la société corse.

## Un exemple d'attestation du double patriotisme

Ce double patriotisme, synthétisé dans le refrain invitant à mourir « pour notre Corse et pour la France », apparaît dans l'entrelacs des références culturelles qu'évoque le texte.

Les deux premières strophes réaffirment le lien avec la patrie (« notre France »), par le rappel de la trahison du comportement des italiens en juin 1940 à l'égard de celle-ci, trahison que souligne l'expression devenue proverbiale du « coup de poignard dans le dos<sup>(1)</sup> ».

Puis vient la référence à la Corse, à la fois géographique (cf. les noms de villes dans le texte, redoublés par le dessin), et historique, avec l'évocation de la plus ancienne figure emblématique de l'île: Sampiero Corso (1498-1567). Ce *condottiere* corse passa au service du roi de France Henri II dans les années 1550-1560; mais ici, le chant rappelle avant tout qu'il combattit les Génois dominant alors la Corse – Génois auxquels la fin du poème fait expressément allusion.

Les strophes suivantes cumulent des références doubles, françaises et corses. C'est d'abord Napoléon, le Corse le plus lié à l'histoire nationale française, qui est associé à la référence aux *vendettas*, donc implicitement au phénomène local des bandits d'honneur. Puis on retrouve ceux-ci explicitement dans une strophe centrée sur la thématique de l'union contre l'adversaire extérieur: union au sein de la société corse (« bergers, gendarmes et bandits »), union aussi avec la France, par l'évocation de trois régions précises: Alsace, Bretagne, Provence – autrement dit trois régions « frontalières », à forte identité culturelle comme la Corse et dont l'attachement à la France revêt d'autant plus de sens.

Enfin, avec la sixième strophe arrive le rappel des Corses morts pour le drapeau français en 14-18. Le chiffre mythique de « 70 000 » poilus insulaires tués dans les tranchées s'inscrit clairement dans la revendication d'une preuve du patriotisme corse par le nombre de morts, habituelle après la Grande Guerre. En 1938, Daladier y a contribué, faisant à Bastia l'éloge des « 40 000 Corses tombés au champ d'honneur » dans un contexte de revendications irrédentistes italiennes<sup>(2)</sup>.

## Un révélateur d'une représentation sexuée de la Résistance

Une strophe du chant détonne: l'avant-dernière, qui, en fait de résistance, demande aux « filles de Corse » de ne donner aux Italiens ni leur estime, ni « rien de plus ». Que l'imaginaire de la collaboration



populaire soit d'abord lié au comportement des femmes n'est pas propre à la Corse, le phénomène des tontes de 1944 le montre suffisamment. Cependant, il a pour conséquence ici une difficulté à intégrer les femmes de façon active dans cet appel à la résistance, sans doute parce que celui-ci est identifié dans le refrain à un appel « au combat » au sens strict, donc *a priori* réservé aux hommes.

Le sort fait à ce thème de la « vertu féminine » dans un tel chant s'explique aussi par le contexte corse. Ce type de représentation sexuée est d'autant plus fort dans les sociétés patriarcales du bassin méditerranéen où l'honneur féminin est un enjeu familial. La propagande du PC et du FN joue de cet imaginaire<sup>(3)</sup>, allant parfois jusqu'à publier par voie d'affiches des noms de jeunes filles frayant avec les Italiens. Mais ces représentations sont aussi renforcées par la haine vis-à-vis de l'occupant italien,

qui réactive le mépris traditionnel à l'égard des migrants italiens pauvres (désignés sous le terme générique péjoratif de Lucquois, *Lucchese*), lequel se traduisait aussi par des représentations sexuées: aux jeunes corses enceintes et abandonnées par leurs compagnons, on appliquait le proverbe: «Après tant de malheurs, il ne manque jamais un italien». ■

(1) Formule que Roosevelt a été le premier à utiliser, le jour même de la déclaration de guerre italienne: « the hand that held the dagger has struck it into the back of his neighbour » (discours à l'université de Virginie, 10 juin 1940).  
 (2) Chiffre qu'on sait aujourd'hui largement au-dessus de la réalité, mais pas plus exagéré à l'époque que ceux concernant les Bretons, par exemple.  
 (3) Cf. l'expression « Ne laissez plus souiller vos femmes », de l'*Appel au peuple corse* du 1<sup>er</sup> mai 1943 lancé par la région corse du PCF.

# La propagande du Front national, à travers le premier numéro du *Patriote* Par Sylvain Gregori et Bruno Leroux

En mai 1943, la région corse du PCF décide de doter d'un journal le Front national (FN), dont la propagande se limitait jusqu'alors à des tracts. Simultanément est aussi décidée la séparation « théorique » entre l'organisation communiste et celle du FN (qui reste contrôlée par le parti). Le contenu de ce premier numéro<sup>(1)</sup> fait bien ressortir les principaux ressorts du succès local de cette propagande, fondé sur la reprise de thèmes nationaux<sup>(2)</sup>, en eux-mêmes particulièrement adaptés à la réalité locale, mêlés à des rappels multiples à l'histoire de la Corse et à ses valeurs.

## Au premier rang des préoccupations : la vie quotidienne

La rubrique « Sous la botte » commence avec une évocation très concrète du pillage économique par l'occupant italien des produits de la terre et de l'élevage, à laquelle correspond un mot d'ordre au bas de la colonne « Action » : « *Nous opposer par tous les moyens aux pillages des campagnes, aux vols, aux rapines de brigands en chemise noire* ». Cet accent mis sur les difficultés de la vie quotidienne est typique de la propagande communiste partout en France, mais trouve un écho particulier en Corse vu un contexte désastreux : déjà en crise avant 1940, car trop dépendante des importations, l'économie insulaire a été mise à mal avec la gestion catastrophique par Vichy des difficultés de ravitaillement, les Corses étant invités à une autosuffisance impossible. D'où une régression sociale se traduisant par le retour au troc et visible dans l'état sanitaire de la population.

L'occupation italienne n'a fait qu'empirer les choses, par son poids propre mais aussi parce qu'elle entraînait un blocus maritime des alliés anglo-saxons. Cela s'est traduit en mars 1943 par des émeutes à Corte et à Bastia. Aussi, malgré les réticences de certains responsables locaux, le PC corse réaffirme en mai l'importance de la lutte revendicative, comprenant qu'elle est un puissant instrument de propagation de l'italophobie, car plus largement ressenti encore que la répression des opposants.

## Propagande communiste et identité insulaire

Les rubriques « Union » et « Action » promeuvent en tête les mots d'ordre nationaux du PCF en 1943 : l'objectif final est de « *chasser l'occupant et les traîtres* » (= c'est-à-dire Vichy), d'où la nécessité d'une « insurrection » au moment de la Libération (à l'abri d'une phrase d'un discours de De Gaulle, constamment reprise), et, en attendant, l'incitation à l'action immédiate et le refus de l'attentisme. Si le principe de la lutte armée est partout en filigrane, les mots d'ordre précis sont encore limités (cacher les réfractaires au STO, tuer les collaborateurs), par réalisme, car les armes giraudistes commencent seulement à arriver.



L'adaptation de ces mots d'ordre à la réalité insulaire est aussi d'ordre identitaire. On le voit par l'allusion aux clans (pietristes, landrystes), qui ne sont pas encore ici présentés comme les principaux obstacles à l'union comme ils le seront plus tard. On retrouve aussi une allusion insistante, en bas de page à la défense de « *l'honneur de nos filles, de nos femmes* », comme dans le chant de Joseph Scarbonchi. Surtout, encore plus que celui-ci, le PCF met en avant des figures historiques insulaires aptes à lier l'italophobie au temps long de différentes formes de luttes pour la « liberté corse » : c'est sous cette enseigne qu'il regroupe Sampiero, Bonaparte, mais aussi Sambucuccio (hérald d'une révolte anti-féodale au XIV<sup>e</sup> siècle) et Pascal Paoli (symbole de la lutte corse contre la république de Gênes en liaison avec la philosophie des Lumières). S'y ajoute l'usage des devises : le journal utilise le corse pour en lancer une nouvelle, héritée de Pascal Paoli (*forti saremu si saremu uniti*) et surtout, en bas de page, lui fait correspondre une autre, en

français, présentée comme la devise de « *nos pères* » : « *La liberté ou la mort* ». Formule saisissante, car, devise officieuse de la Convention, elle a été reprise par les Grecs en lutte contre l'Empire ottoman. Autant qu'une référence républicaine, elle est ici une façon d'identifier les Corses à un peuple épris de liberté.

L'important est que, loin d'être seulement des stéréotypes, ces références vont participer à la réussite de la propagande du FN en termes de mobilisation effective de la population. La période de la Résistance participe ainsi singulièrement au renforcement de ce qui n'a pas alors de dénomination, et que le discours insulaire exprimera seulement à partir des années 1970, sous une forme revendicative : la « corsitude ». ■

(1) Non numéroté, mais probablement le numéro 1 puisque le journal est numéroté à partir du n° 2 d'août 1943.

(2) Et du titre *Le Patriote*, décliné dans toutes les régions.